


REVUE POLITIQUE

ET PARLEMENTAIRE



QUEL MODÈLE ÉCONOMIQUE POUR LA FRANCE ?

Michel Barnier
Dominique Bidou
Laure Bonneval
Nicole Bricq
Pierre Chastanier
Jérôme Fourquet
Elisabeth Guigou
Charles Le Lien

Jean-Louis Levet
Jean-Claude Mailly
Patricia Mamet-Soppelsa
Philippe Marini
Hugues Martin-Sisteron
François Saint-Cast
François Taquet
Olivier Thibaut

LE POINT SUR L'ÉCONOMIE

Christian de Boissieu

1981-2012 : AUTOPSIE D'UNE GAUCHE FACE AU POUVOIR

Jean Peyrelevalde

FRANCOPHONIE :

POUR LA CRÉATION D'UN CONSEIL STRATÉGIQUE ET PROSPECTIF

Le Van Thai

DOSSIER OUTRE-MER :

UNE CHANCE POUR LA FRANCE

Victorin Lurel - Jean-Pierre Philibert - Luc Laventure

ISBN 978-2-85702-184-1
ISSN 035-385 X



Sommaire

- 5**
ENTRETIEN
Les réponses de l'Union européenne à la crise
Michel BARNIER
(propos recueillis par Bertrand Cluzel)
- 9**
La politique européenne de la France
Elisabeth GUIGOU
- 15**
ENTRETIEN
Commerce extérieur :
stratégie et nouvelles mesures
Nicole BRICQ
(propos recueillis par Bertrand Cluzel)
- 18**
ENTRETIEN
Un gouvernement fragile sans stratégie crédible
Philippe MARINI
(propos recueillis par Bertrand Cluzel)
- 23**
Gouvernement Ayrault
Le Pacte national pour la croissance, la
compétitivité et l'emploi : 35 mesures concrètes
- 33**
ENTRETIEN
Contre l'austérité et les déséquilibres en France
et dans l'Union européenne
Jean-Claude MAILLY
(propos recueillis par Bertrand Cluzel)
- 41**
ENTRETIEN
1981 et 2012 : autopsie d'une Gauche face au
pouvoir
Jean PEYRELEVADE
(propos recueillis par Mario Guastoni)
- 53**
Production : un pacte global pour changer
l'avenir
Jean-Louis LEVET
- 70**
Relancer la croissance ou imposer l'austérité ?
Pierre CHASTANIER
- 81**
Pour des réformes audacieuses
François SAINT-CAST
- 102**
Croissance : l'idolâtrie du chiffre
Charles LE LIEN
- 112**
Financement de projets et évolution structurelle
des banques européennes
Hugues MARTIN-SISTERON
- 129**
L'indispensable réforme du Droit du travail
François TAQUET
- 137**
Le nouvel Âge d'or des inégalités
Olivier THIBAUT
- 152**
Sondages
La perception par les Français des mesures en
faveur de la compétitivité
Jérôme FOURQUET – Laure BONNEVAL
- 159**
Pour un ministère de la Transition
démographique
Dominique BIDOU

167

Francophonie : pour la création d'un conseil stratégique et prospectif

Le Van Thai

175

La bataille des élections américaines et la réforme du système de santé

Patricia MAMET-SOPPELSA

181

La Grèce dans l'oeil du cyclone

Robert-Noël CASTELLANI

183

Le point sur l'économie

Christian de BOISSIEU

(*propos recueillis par Bertrand Cluzel*)

DOSSIER OUTRE-MER

190

Extraits des décisions annoncées par Jean-Marc AYRAULT

192

La politique du gouvernement en faveur des Outre-mer

Victorin LUREL

196

Les Outre-mer : une chance pour la France

Jean-Pierre PHILIBERT

204

Le développement des Outre-mer

Luc LAVENTURE

Rencontres avec

213

Mohamed YOUSOUF, *Maire de Bouéni*

215

Jean-Claude ECANVIL, *Mairie du Carbet*

217

Ralph MONPLAISIR, *Maire de Case Pilote*

219

Marie-Laure PHINERA-HORTH, *Maire de Cayenne*

222

Joachim BOUQUETY, *Maire de Grand'Rivière*

224

Joseph PADA, *Maire de Pouébo*

226

Henriette HMAE, *Maire de Poum*

228

François Joseph MEANDU-POVEU, *Maire de Poya*

230

Marcellin NADEAU, *Maire du Prêcheur*

232

Jacques CORNANO, *Sénateur-Maire de Saint-Louis*

234

Maurice GIRONCEL, *Maire de Sainte Suzanne*

237

Prisca HOLERO, *Maire de Sarraméa*

239

Le mémento parlementaire

Jean LALLOY

255

Livres

Katia SALAMÉ-HARDY - Mario GUASTONI

Pour un ministère de la Transition démographique

Parmi toutes les « transitions » que nous devons engager aujourd'hui, il en est une dont on ne parle guère, alors qu'elle a des conséquences multiples : la transition démographique. Elle constitue notamment un élément lourd de la nouvelle donne économique. Il est d'usage de présenter la vie en trois âges, celui où nous sommes à quatre pattes, l'enfance, puis l'âge à deux pattes, l'âge adulte, et enfin celui de la vieillesse, à trois pattes avec la canne. Tout cela est dépassé, les trois âges s'interpénètrent joyeusement. Le débat actuel sur la compétitivité et la retraite le met en évidence sans toutefois en prendre la mesure.

Dominique BIDOU

*Ingénieur des Mines, expert démographe**

Le troisième âge existe : je l'ai rencontré !

Il y a aujourd'hui un quatrième âge. En fait, le troisième a pris un point, et laissé la place à un âge inconnu jusqu'il y a peu. Un âge intermédiaire, entre l'adulte dans la force de l'âge et le vieux, au sens habituel du terme. On a inventé le quatrième âge à l'intention des plus vieux, sans se préoccuper des jeunes vieux ou de vieux adultes, comme on voudra, ceux qui ont entre 55 et 70 ans, parfois plus et même bien plus quand on voit la vigueur de certains artistes par exemple, sans parler des idoles des Français, type Abbé Pierre ou Commandant Cousteau dont la longévité est devenue légendaire.

Avant, donc, notre vie était divisée en trois parties. Tout d'abord, l'enfance, l'éducation et l'apprentissage d'un métier, puis la phase dite productive, celle des « actifs », sur lesquels repose toute la production, et enfin

les retraités, les « inactifs ». Notre organisation sociale, nos institutions, ont été construites sur cette division en trois. Une conception obsolète, dépassée : notre vie est à présent divisée en quatre. Il y a une transition à organiser entre la force de l'âge et la vieillesse. On le sait bien d'ailleurs, les retraités apportent beaucoup à l'économie, de mille manières, certaines rémunérées, commerciales, et bien d'autres en auto-production, en soutien aux plus jeunes de la famille, en garde d'enfants ou en assistance à la génération encore plus âgée, leurs parents. Un apport considérable bien absent des discussions d'aujourd'hui, obnubilées par la question comptable, ce qui se comprend mais ne doit pas occulter les autres. L'équilibre des caisses est une chose, la réalité économique et humaine va bien au-delà. Il n'y a pas de solu-

*www.db-dd.org

tion « durable » au problème comptable qui ne s'inscrirait pas dans une vision générale du phénomène, dans toutes ses dimensions.

Au-delà des « actifs » et des « inactifs »

La question des retraites s'impose pour des raisons démographiques. L'espérance de vie est un paramètre déterminant, qui a beaucoup évolué et continue à le faire. La réponse, que l'on qualifie parfois de « démographique », consiste à prolonger la vie « active » de deux ou trois ans. Le phénomène démographique majeur qu'est l'émergence d'une nouvelle époque de la vie est totalement absent de cette réponse. Ce n'est qu'une réponse comptable à courte vue, qui ne relève en rien de la démographie, pauvre science bien malmenée en l'occurrence. Cette étroitesse de vue témoigne d'une rigidité d'esprit, voire d'une forme de cécité qui empêche la recherche de solutions originales, adaptées aux exigences du XXI^e siècle.

Le débat actuel ne joue que sur la frontière entre deux âges, entre deux statuts, actifs et inactifs, alors qu'un nouvel âge s'interpose, qui demande à exister pleinement, avec un statut autonome. Le malentendu est inévitable. On ne pense qu'à prolonger l'acte II de la vie, au lieu d'imaginer un acte III spécifique. On a beau être « actif » et vif à 60 ans, on est usé par 40 ans d'activité, on a fait le tour de son métier, on a envie de faire autre chose, si l'on met à part quelques exceptions. C'est cet « autre chose » qu'il faut offrir. Ce n'est d'ailleurs pas un cadeau, mais un bon calcul économique, de redonner une nouvelle jeunesse en redistribuant les cartes. C'est un jubilé, une renaissance, qui n'est pas le prolongement jusqu'à plus soif de l'activité d'avant. C'est une manière originale de valoriser un capital humain qui s'était déprécié dans le cadre habituel de l'entreprise. Cet âge

nouveau, c'est une capacité productive de fait, une richesse potentielle à concrétiser. Un atout pour le renouveau économique que nous recherchons. Encore faut-il savoir le jouer habilement.

Pour certains, ce nouvel âge s'organise spontanément. Ils trouvent une nouvelle activité, rémunérée ou non. La famille, ou les réseaux sociaux tissés pendant de longues années sont là, et il y a les envies que l'on n'avait pas eu la possibilité d'assouvir pendant la vie « active ». Des associations offrent des opportunités aux jeunes retraités, sur un éventail allant du caritatif au professionnel, de la pétanque aux restos du cœur. Il y en a pour tous les goûts, mais on pourrait aller beaucoup plus loin sur cette voie. D'une part, parce que de nombreux retraités sont « paumés », ne savent pas où aller ni que faire, à la suite d'une rupture trop brutale avec leur ancien statut d'actif. L'inactivité s'installe vite, avec la perte de confiance en soi, l'éloignement des réseaux et des lieux de rencontre, le repli sur soi. Ensuite le mode de fonctionnement des activités « post retraite » n'est pas le même que celui de l'emploi traditionnel, en entreprise, encadré par des règles sociales et professionnelles. Enfin parce que l'offre et la demande vivent chacune leur vie, et qu'il arrive qu'elles ne se rencontrent pas. Beaucoup ne trouvent pas l'activité où ils s'épanouiraient à l'automne de leur vie. C'est parfois parce qu'ils quittent leur emploi trop tard, trop usés pour s'imaginer encore utiles.

Un « chantier » à ouvrir

Le chantier de cet âge intermédiaire reste à ouvrir, avec ses « partenaires sociaux » spécifiques, et ses liens à tisser avec les activités des « actifs » officiels, pour les consolider et non pas les concurrencer. Bien organisée, l'activité ainsi prolongée est bonne pour la

santé, elle maintient l'esprit éveillé, fait bouger le corps, conserve la forme et retarde le vieillissement, le vrai, l'arrivée du quatrième âge et de la dépendance. C'est autre chose que le travail au sens classique, avec le stress de la hiérarchie, des échéances à assurer, les rivalités, et tous les avatars que l'on a connus pendant quarante ans. Une activité d'un nouveau type, pas tout à fait nouveau car déjà pratiqué, mais à étendre et à faciliter. L'irruption de ce nouvel âge s'inscrit dans un phénomène plus vaste, dont il est une composante forte : une véritable transition démographique, phénomène lourd et aux conséquences multiples.

L'obsession comptable conduit à étouffer la réflexion sociétale que nous devons mener. Au moment où chacun mesure les limites du PIB et des grands instruments de la comptabilité nationale, il apparaît clairement qu'il faut aller au-delà des échanges marchands, pour intégrer l'ensemble de la production de richesses et la satisfaction des besoins. Le débat sur la retraite offrait une magnifique occasion de formuler le problème en termes sociétaux, il se révèle terriblement réducteur et archaïque. La question sociale posée par la retraite est celle de la relation à l'activité, en fonction de l'âge et de la situation physique et mentale. La vieillesse effective est reculée pour beaucoup d'entre nous, il faut s'en réjouir, et se poser la question du bon usage de ce temps gagné, pour le profit à la fois de chacun et de la collectivité. En ne proposant que l'allongement du deuxième âge, la réforme nie l'existence d'un troisième âge spécifique, avec son potentiel et ses exigences. Le résultat est un double gâchis, humain et économique. Il est urgent d'ouvrir le chantier du troisième âge, mais il faut l'inscrire dans l'approche plus générale d'une transition démographique inédite : stabilisation de la population avec une espé-

rance de vie élevée. Une première dans l'histoire de l'humanité, qui exige une réponse adaptée, forcément dérangement mais porteuse de perspectives sociales et économiques à explorer avec gourmandise.

Une transition démographique de deuxième type

Nous vivons actuellement, dans la vieille Europe et particulièrement en France, une transition démographique inédite. Nous vivons de plus en plus vieux et nous faisons de moins en moins d'enfants, à quelques exceptions près. Ajoutons l'importance croissante des migrations et la perspective d'une stabilisation de la population mondiale au milieu de ce siècle. Le paysage démographique connaît de profondes modifications, ce qui entraîne ici et là, des problèmes financiers, des réactions d'inquiétude et de rejet, des alertes de différentes natures. Autant de problèmes déterminants pour notre avenir qui sont pris séparément, en ordre dispersé, sans que l'on sente une réelle prise de conscience de ce phénomène majeur. C'est au cours du XXI^e siècle que la population mondiale atteindra son maximum, selon toute probabilité. La feuille de route biblique, *croissez et multipliez*, va ainsi se trouver caduque. Va-t-elle laisser un vide, par quoi la remplacer, comment organiser nos sociétés pour répondre durablement à ces enjeux et relever le défi de la transition démographique ?

C'est une transition démographique d'un deuxième type puisque nous avons déjà connu, à partir du XVIII^e siècle, une première transition. Il s'agissait alors d'une amélioration des conditions d'hygiène et d'alimentation de la population qui a permis un net allongement de l'espérance de vie. Il en est résulté une forte augmentation de la population, avant que la réduction de la fécondité ne

vienne compenser celle de la mortalité et réduire d'autant la poussée démographique. Une croissance modérée prenait alors forme, avec des variations significatives toutefois, selon les pays et les époques. Un nouvel équilibre s'installait, avec une population nettement plus nombreuse que celle qui précédait la transition démographique. Cette transition, du premier type, n'est pas terminée à l'échelle de la planète, mais elle est bien avancée et sera terminée pour l'essentiel au cours des décennies à venir.

La chance de vivre plus longtemps en bonne santé

La transition démographique du deuxième type n'est pas clairement identifiée aujourd'hui. Elle se manifeste de nombreuses manières différentes : le vieillissement, bien sûr, les rigidités dans la structure du corps social, la place des jeunes dans la société, et les migrations de population.

C'est une chance de pouvoir vivre plus longtemps et en bonne santé. Souvent, on ne voit pourtant que les mauvais côtés du vieillissement. Il apparaît comme un sujet de préoccupation, avec deux aspects en débat : la retraite et la dépendance. Il est surprenant, pour ces deux dossiers, de voir à quel point l'approche est étroite. Strictement comptable. Il faut équilibrer les comptes, financer des besoins. Et pour cela, toujours les mêmes recettes.

Pour les retraites, quelques paramètres d'ajustements sont identifiés, l'âge, montant des cotisations, durée des cotisations, montant des pensions. Pour la dépendance, puisqu'il s'agit de dépenses, la question centrale est donc la collecte des ressources correspondantes : quelles bases pour des cotisations, qui va payer, combien. L'objectif premier de la prévention, comment retarder

la dépendance, la rendre moins contraignante, et en minimiser les effets, est parfois mentionné, mais bien timidement.

Ces problèmes, qui se posent de manière radicalement différente de ce qu'on a pu connaître, méritent autre chose qu'un simple prolongement des anciennes techniques. Il faut prendre du recul, changer d'angle d'observation si l'on veut avoir une chance de trouver des réponses adaptées à cette nouvelle situation. L'inertie des modes de pensée est grande, c'est le premier obstacle à la recherche de solutions. Pour ne prendre qu'un exemple, comment peut-on s'accrocher à l'esprit de 1945 et à la politique familiale de l'époque pour répondre aux défis du XXI^e siècle ?

La nostalgie des solutions d'hier

Le discours ambiant nous dit que la croissance démographique est une bonne chose. Ce serait une chance pour l'avenir. Nous sommes en plein dans l'état d'esprit de 1945, tout de suite après la guerre, où il fallait tout reconstruire, avec le souvenir de la période d'entre-deux-guerres qui avait effectivement connu un déclin démographique. C'était aussi une époque où, à part quelques grands esprits comme Paul Valéry, tout le monde vivait sur l'idée que le monde était infini. En France, notamment, on était encore sur le concept d'empire colonial, avec les immensités à « coloniser ». Où en sommes-nous aujourd'hui ? La relance de la natalité, solutions souvent évoquées par quelques nostalgiques, est-elle une solution, quand l'humanité a franchi la barre des sept milliards ?

L'augmentation des prélèvements de ressources naturelles au cours des treize dernières années est évaluée à 40 %. Chiffre

à rapprocher de la croissance démographique sur la même période, 17 %, un milliard d'êtres humains en plus. En Chine, pays dont le PIB augmentait à peu près de 10 % par an, la population n'a augmenté que de 1 % par an. Un rapport de 1 à 10. La pression sur l'environnement et les ressources ne dépend pas que du nombre d'humains, mais aussi et bien plus de leur consommation « par tête ». Celle-ci évolue rapidement, dans les pays développés et surtout dans les pays émergents.

Nous savons par ailleurs que la population mondiale ne peut continuer d'augmenter indéfiniment, et qu'il va bien falloir mettre un terme à sa croissance. Nous ne pouvons aujourd'hui assurer une existence convenable à sept milliards de terriens. Malgré les progrès de l'agriculture, personne ne peut affirmer avec certitude que l'on pourra en faire vivre neuf milliards en 2050 et peut-être bien plus si les hypothèses de stabilisation se révèlent inexactes. S'il faut parvenir à une stabilisation de la population mondiale, pourquoi les sociétés dites développées, industrialisées, qui ont été les premières à parvenir à cette stabilité démographique, échapperaient-elles à cette nécessité de ne plus croître ? Nous devons nous aussi contribuer à la stabilisation de la population mondiale, et cela dès aujourd'hui. La croissance démographique comme solution à tous nos problèmes, cela ne peut plus fonctionner. Il va falloir que l'on trouve un nouvel équilibre, une nouvelle approche des migrations, de nouvelles formes d'organisation de la société, avec une population stabilisée, c'est-à-dire une population sensiblement plus vieille que celle que nous connaissons aujourd'hui. Échapper à cette obligation, c'est, en définitive, la repousser, et repousser avec l'effort incontournable de réorgani-

sation. Un beau cadeau pour les générations futures ! Accepter le vieillissement de la population, et le traduire dans nos vies familiales et professionnelles, dans notre habitat et dans nos villes, dans nos modes de prise de décision, de transmission de nos savoirs et de nos actifs de toutes natures, telle est la bonne manière de répondre aux besoins des générations futures.

Notre « bonne santé » démographique est souvent présentée comme un avantage par rapport à l'Allemagne ou à différents pays scandinaves. On pourrait dire l'inverse : ces pays sont en train de réaliser leur transition démographique, ils prennent une longueur d'avance.

Le vieillissement d'une société est effectivement un défi à relever, et un défi inéluctable. Relancer la croissance démographique de nos sociétés industrielles pour retarder le vieillissement relève d'un déni de développement durable. C'est un retour en arrière.

Des solutions innovantes pour compenser les facilités de la croissance

Il est vrai que la croissance démographique présente plusieurs avantages : elle donne de la souplesse, en accélérant le renouvellement de la population, grâce à la poussée des jeunes. Ce renouvellement facilite, en théorie tout du moins, l'adaptation des actifs aux besoins du moment. La croissance démographique permet surtout d'avoir une pyramide des âges bénéficiant d'une base large. La part des personnes âgées reste modeste, et les dépenses engagées par une génération seront ensuite prises en charge par une génération plus nombreuse. La charge par individu est ainsi maîtrisée. La croissance démographique a produit des modèles d'organisation de la société, et nous souhaitons implicitement

voir perdurer cette organisation. Il faut donc lutter contre cette tendance conservatrice, et apprendre à se passer des facilités qu'offre une croissance continue de population.

Les réponses sont de natures diverses : nouvelles manières de travailler, à distance, en équipe, etc., aides à la mobilité, géographique et professionnelle, formation initiale anticipative, formation tout au long de la vie, et recours aux migrations de population, évoquées plus loin dans cet article.

Les questions relatives au travail, à son organisation, aux retraites, à la formation ne sont pas les seules à prendre en charge. Le vieillissement a bien d'autres conséquences.

Une nouvelle demande de biens et services

La transition démographique aura des influences sur notre organisation sociale dans tous ses états. Il faut penser à l'organisation de nos villes, de nos maisons, de nos équipements publics ou personnels, du mode de production, de type de produit. Pour ne prendre qu'un exemple, les Japonais - qui connaissent aussi un phénomène de vieillissement de leur société - ont pris conscience de l'importance des robots pour la vie quotidienne des personnes âgées. Cela ne résout pas tous les problèmes, il s'en faut, mais l'industrie automobile japonaise, qui sait fabriquer des robots, trouve là un champ de reconversion.

Restons un instant sur la question de l'habitat. Comment permettre aux personnes âgées de participer à la vie de la cité, de développer leur part d'activité, d'accéder aux services auxquels elles peuvent légitimement prétendre ? Les programmes sont d'ores et déjà engagés sur des maisons adaptées au grand âge, quelques réseaux,

« sociaux » ou non, irriguent certains groupes de personnes âgées, la question de la mobilité sera également déterminante pour leur bien-être et leur intégration. Laisser les vieux à l'écart de la vie collective serait à la fois un drame humain et une perte économique considérable.

La solitude, danger mis en avant comme grande cause nationale au cours de l'année 2011, est bien sûr un problème personnel. Elle a aussi des conséquences lourdes en termes de santé publique, avec des maladies spécifiques et la dépendance. Un coût social donc, mais aussi un coût économique qui sera vite insupportable. Comment pourrait-on se passer des apports de 20 à 30 % de la population, apports multiformes, le plus souvent ignorés et négligés dans les statistiques économiques ? Aussi bien dans les villes que dans les campagnes, l'organisation de l'habitat et de la mobilité doit favoriser la participation de tous à la vie sociale et économique. Il est d'ailleurs très encourageant d'observer, dans de nombreux éco-quartiers, l'importance accordée à la question du lien social. Tant dans la conception matérielle que dans l'animation quotidienne, la création de lieux ou d'occasions de rencontres est une des marques de la « durabilité » de ces nouveaux quartiers.

Toute politique démographique moderne doit s'intégrer dans cette perspective. À ne pas confondre avec une politique « nataliste », tendant à orienter le choix des ménages. C'est une politique sociale, offrant aux jeunes couples la possibilité de constituer leurs familles comme ils l'entendent, sans sacrifier leur vie professionnelle. C'est aussi ouvrir un grand chantier sur les relations entre les générations, sur les risques d'enfermement et de solitude, sur la manière d'offrir aux « anciens » des occasions de contribuer à

la richesse d'une communauté, avec leurs talents et leur mémoire.

Le souci de l'innovation sociale

La baisse relative du nombre des jeunes, source de rigidité pour le renouvellement de la population active, peut également se révéler un frein à l'innovation sociale. Les populations âgées font preuve de plus de prudence que les jeunes, et il ne faut pas que leur poids ne se transforme en refus de toute prise de risques, ce qui signifierait la fin de toute innovation. Le monde moderne évolue rapidement, il faut pouvoir réagir tout aussi rapidement à ces nouvelles exigences. Les institutions et les pratiques doivent maintenir une capacité de prise de risques qui permette la recherche de solutions inédites, voire futuristes, aux défis que nous rencontrerons au fil des années. Sans verser dans le « jeunisme », la société doit s'organiser pour être ouverte à des courants de pensée originaux. La règle majoritaire appliquée aveuglément ferait courir le risque d'un conservatisme peureux, alors que nous avons besoin d'explorer des futurs probablement très différents de ce que nous avons vécu. Il faut contrebalancer ce penchant naturel lié au vieillissement par des règles du jeu et des pratiques sociales qui, au contraire, forceront à regarder de l'avant.

Un nouveau « deal » Nord-Sud

Tandis que les pays de la vieille Europe voient leur population vieillir, une bonne partie du monde, celle qui sort à peine de la première transition démographique, connaît à l'inverse une forte croissance démographique. Le nombre de jeunes y est et restera longtemps très important, ce qui pose de nombreux problèmes, en particulier pour leur éducation et leur formation. Pourquoi, dans ces conditions, ne pas tenter un rapproche-

ment entre ces pays, que l'on appelle souvent du Sud, et les pays du Nord ? L'excédent de jeunesse du Sud pourrait bien arranger le Nord.

Plusieurs écueils apparaissent immédiatement face à cette proposition. Tout d'abord, la rencontre non préparée, ou mal préparée, de cultures trop différentes. La différence de culture peut, bien sûr, être un atout, et il faut tout faire pour que ce le soit. Mais cela ne va pas de soi, les incompréhensions réciproques se multiplient aisément si l'on n'y prend pas garde. L'histoire et ses contentieux, le décalage des préoccupations et des modes de vie constituent des obstacles à un rapprochement serein, et seule une volonté politique affirmée et partagée permettra de les surmonter, malgré les erreurs inévitables qui seront commises. Un autre écueil à éviter est le « siphonage » des compétences du Sud ou au profit du Nord. L'immigration choisie, souvent évoquée, illustre ce risque de faire venir chez nous ceux dont les pays d'origine auraient le plus besoin. Il y a un « deal » à imaginer pour que ces échanges Nord-Sud soient gagnant-gagnant, au profit des deux parties. Là encore, les pratiques courantes des dernières années n'ont pas créé le climat le plus favorable. Ce n'est pas une raison pour en rester là, bien au contraire. Les migrations présentent une opportunité de rajeunissement pour certains pays, tout en allégeant la charge d'autres pays. Faut-il encore, pour obtenir ces résultats, que le phénomène soit pris en charge sans idéologie, sans angélisme non plus ni idéalisme ? Le rapprochement de populations différentes peut-être la meilleure comme la pire des choses selon la manière dont il s'opère.

Les échanges Nord-Sud peuvent intéresser les populations, et devenir ainsi un phénomène démographique. Ils sont aussi de

natures culturelles et commerciales, une nouvelle géographie économique prend corps sous nos yeux. Elle doit intégrer les questions démographiques telles qu'elles se posent dans le Sud et dans le Nord.

Un ministère et un concept fédérateur pour apporter la cohérence

On le voit, les questions démographiques ont des répercussions dans tous les domaines de la vie économique, sociale et culturelle. Elles ont été pour l'essentiel traitées dans le désordre, comme une des composantes de problèmes variés, sans qu'un lien ait été établi entre elles. Selon les gouvernements, on trouve un ministère des « aînés » ou des « personnes âgées », comme si la question du vieillissement pouvait être isolée des questions économiques et sociales. S'il est un ministère à créer, en cette période de mutation profonde de notre société vers le développement durable, ce serait un ministère de la Transition démographique, apte à assurer la cohérence entre toutes les dimensions du problème, qu'elles soient économique et financière, humaine et sociale, à vocation intérieure ou internationale. Il faut constituer une base commune pour éclairer les politiques fortement marquées par la démographie, retraites, dépendance, migrations, jeunesse, famille. À défaut d'un ministère, une « conférence », du type de la conférence environnementale qui s'engage par ailleurs, pourrait être le lieu d'élaboration de cette base commune. La mission interministérielle sur l'adaptation de la société française au vieillissement démographique, confiée

en septembre dernier à Luc Broussy est une avancée, mais elle reste partielle, axée sur le vieillissement et les problèmes qu'il pose, plutôt que sur la recherche d'un nouvel équilibre concernant toute la société.

Le concept de *transition démographique de deuxième type* permet de se doter d'une approche globale de ces questions. L'évolution démographique que nous connaissons a de multiples répercussions, certaines apparemment favorables et d'autres susceptibles de poser des problèmes. En y regardant de près, on voit que les problèmes sont pour l'essentiel ceux du changement, lequel suscite toujours de l'inquiétude, et de l'inertie des modes de pensée, l'ennemi intime du développement durable. Le monde de demain est à imaginer, et c'est une perspective extraordinaire pour les générations montantes. La question démographique y sera très présente, prenons-la comme une donnée à valoriser, et non comme une charge à supporter.

La « nouvelle donne démographique », qui se développe sous nos yeux et qui est largement prévisible, est un élément constitutif de la « nouvelle donne économique ». Point de vision d'avenir, de sortie de crise, sans intégration de cette donnée. Son caractère social, bien sûr, mais aussi sa capacité à rendre compte de la vie réelle de la population dans sa diversité, sont déterminants pour imaginer des réponses originales, qui fassent de la croissance économique un levier pour le développement humain, et du développement humain un moteur de croissance économique.